

L'ALGÉRIE EST-ELLE SOCIALISTE?

Sous ce titre, Gérard Chaliand vient de publier un livre dont il faut, tout d'abord, saluer le courage (1). Ancien rédacteur de l'hebdomadaire Révolution Africaine, à Alger, connaissant ce dont il parle, il ne mâche pas ses mots.

Au niveau de l'État et du parti F.L.N., l'Algérie, répond-il à sa propre question, n'est pas socialiste. Dans son écrasante majorité, la pléthorique administration est, en fait, opposée au socialisme. D'aspirations bourgeoises, insolente et corrompue, elle est en contradiction flagrante avec les options exprimées par Ben Bella. Il y a un hiatus entre les mots et les actes. On ne peut faire appliquer une politique socialiste par des ennemis du socialisme.

Quant au parti, il s'est embourbé dans les clans et les clientèles, entre lesquels il cherche péniblement un équilibre. Il n'est pas révolutionnaire. Il n'a de racines ni parmi les travailleurs des villes ni parmi ceux des campagnes. Il ne représente pas les masses. Il a été coopté au sommet. Le régime n'a pas su - ou voulu - regrouper les avant-gardes nécessaires à un approfondissement des acquis révolutionnaires. Son impuissance le condamne, sous la pression du mécontentement populaire, à une démagogie *«fuite en avant»*, mais la *«fuite en avant»* n'a jamais fait le socialisme.

Il manque pourtant à Chaliand, pour apprécier sainement la situation algérienne, une optique socialiste libertaire. Il sous-estime manifestement le flux vital de l'autogestion. Tantôt il s'imagine qu'elle pourrait sombrer dans ce qu'il appelle un *«capitalisme de groupe»*, les autogestionnaires se comportant en propriétaires collectifs. Tantôt il croit la voir absorbée à bref délai dans ce qu'il nomme un *«capitalisme d'État»*, auquel, selon lui, l'Algérie, pour un temps, ne saurait échapper.

Formuler de telles prévisions, d'ailleurs quelque peu contradictoires, n'est-ce pas jeter un peu vite le manche après la cognée? Chaliand, certes, admet que l'autogestion représente, pour l'instant, une force suffisamment autonome pour empêcher son absorption par la bureaucratie gouvernementale. Mais il lui paraît *«douteux que les travailleurs du secteur autogéré demeurent longtemps une classe contestatrice (sic) opposée à l'appareil»*. Il concède encore que l'autogestion *«tend à créer une ouverture vers une révolution plus profonde»*. Mais il lui semble, à tort, à mon avis, que les jeux sont déjà faits et que c'est la poussée des tenants de l'étatisme qui, fatalement, l'emportera.

D'ailleurs, au sujet de la bureaucratie, Chaliand laisse percer des vues théoriques assez inquiétantes. Il reproche à son ancien journal de trop souvent confondre, dans le même terme péjoratif, la bourgeoisie administrative de l'Algérie actuelle et l'appareil dirigeant des pays de l'Est. L'une est pour lui le méchant Tom, l'autre un bon Toto qu'il accepte comme *«nécessaire»*, *«inévitabile»* et *«progressif»*, du moins, comme il dit, *«dans cette période transitoire»*. Une période qui, en U.R.S.S., je le rappelle en passant, a déjà duré près d'un demi-siècle. Au moment où l'autogestion algérienne, comme l'a souligné Mohammed Harbi, à son retour de Moscou, remet en cause, par la simple contagion de l'exemple, le parasitisme bureaucratique des pays dits socialistes, de telles affirmations ne sont-elles pas malencontreuses?

Le même manque d'optique libertaire conduit Chaliand à offrir comme panacée à tous les maux dont souffre aujourd'hui l'Algérie: le *Parti Révolutionnaire* (avec majuscules). Ce formalisme abstrait, d'une part, tient assez peu compte de la présente réalité algérienne, d'autre part, il risque de servir à redorer le blason totalitaire du F.L.N. et de déboucher sur une domestication de l'autogestion par un parti dirigeant. Pour un avenir plus lointain, il prépare la confiscation de la Révolution par un appareil autrement mystificateur que l'actuel, puisqu'il se parerait d'une phraséologie *«marxiste-léniniste»*.

(1) Francis Maspéro, éditeur.

Certes, je ne conteste point la nécessité d'une avant-garde consciente. Je pense, depuis quelque temps déjà, qu'elle surgira de l'autogestion, en premier lieu, de l'autogestion industrielle, comme l'a révélé le congrès récent du secteur industriel autogéré. Mais de grâce, Chaliand, laissons les masses elles-mêmes prendre conscience du socialisme. Aidons-les, pressons-les dans cette voie, sans toutefois leur imposer, de l'extérieur, une infaillibilité dogmatique qui pourrait, non pas les émanciper, mais bien plutôt les ré-aliéner.

Chaliand cite utilement le livre de Stane Kavcic sur l'*Autogestion en Yougoslavie*, mais il se garde de mentionner, et peut-être n'a-t-il pas suffisamment médité le passage où le Slave du Sud affirme: «*La force de frappe du socialisme ne peut être à l'avenir un parti politique et l'État agissant du sommet vers la base, mais le peuple, les citoyens ayant un statut leur permettant d'agir de la base au sommet*», ni celui où Kavcic fait gré à l'autogestion d'affranchir de plus en plus «*de la discipline rigide et de la subordination qui sont caractéristiques de tout parti politique*».

Sur la voie qui mène à l'authentique socialisme - autrement dit, le socialisme libertaire - les Yougoslaves ont un brin d'avance sur Gérard Chaliand.

Daniel GUÉRIN.
